

Ville de Bagnols-sur-Cèze  
Département du Gard - Arrondissement de Nîmes

**Délibération n° 54/2018  
du Conseil municipal  
Séance du 30 juin 2018**

\*\*\*\*\*

**Date d'envoi des convocations  
et de l'Ordre du jour du Conseil municipal : 19 juin 2018  
Nombre de Conseillers municipaux : 33  
Nombre de Conseillers municipaux présents : 22  
Nombre de Conseillers municipaux absents ayant donné procuration : 8  
Nombre de Conseillers municipaux absents : 3**

\*\*\*\*\*

L'an deux mille dix-huit, le 30 juin 2018 à 9 heures, le Conseil municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, à la salle de réunion de la Maison de l'Entreprise, sous la Présidence de Monsieur Jean-Yves **CHAPELET**, Maire

**Conseillers municipaux présents** : M. Jean-Yves **CHAPELET**, M. Denis **RIEU**, Mme Emmanuelle **CREPIEUX**, M. Maxime **COUSTON**, Mme Ghislaine **COURBEY**, M. Michel **CEGIELSKI**, Mme Monique **GRAZIANO**, M. Vincent **POUTIER**, Mme Ghislaine **PAGES**, M. Jean Christian **REY**, M. Raymond **MASSE**, M. Ali **OUATIZERGA**, Mme Laurence **VOIGNIER**, M. Christian **SUAU**, Mme Aldjia **SAAIDIA**, M. François **PENCHENIER**, Mme Christine **MUCCIO**, Mme Carole **BRESCHET**, M. Serge **ROUQUAIROL**, Mme Claudine **PRAT**, M. Claude **ROUX**, M. Jean-Pierre **NAVARRO**

**Conseillers municipaux absents ayant donné procuration** : Rémy **SALGUES** procuration à V. POUTIER, Catherine **EYSSERIC** procuration à JY. CHAPELET, Karine **GARDY** procuration à E. CREPIEUX, Philippe **BERTHOMIEU** procuration à R. MASSE, Anthony **CELLIER** procuration à JC REY, Murielle **ISNARD** procuration à G. PAGES, Christian **ROUX** procuration à S. ROUQUAIROL, Yvette **ORTIZ** procuration à C. PRAT

**Conseillers municipaux absents** : M. Stéphane **PEREZ**, Mme Anne-Marie **AYMERIC**, M. Michel **AYMERIC**

**Secrétaire de séance** : Aldjia **SAAIDIA**

**Objet : Adhésion au service médiation préalable obligatoire organisée par le Centre de Gestion du Gard**

Vu le Code de justice administrative,

Vu le Code des relations entre le public et l'administration,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, notamment en ses articles 6 *sexies* et 20,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment en son article 25,

Vu la loi n° 2016-1321 du 7 octobre 2016 pour une République numérique, notamment en son article 106,

Vu la loi n° 2016-1547 du 18 novembre 2016 de modernisation de la justice du XXIème siècle, notamment en son article 5,

Vu le décret n° 85-643 du 26 juin 1985 relatif aux centres de gestion,

Vu le décret n° 85-1054 du 30 septembre 1985 relatif au reclassement des fonctionnaires territoriaux reconnus inaptes à l'exercice de leurs fonctions,

Vu le décret n° 88-145 du 15 février 1988 pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale et relatif aux agents contractuels de la Fonction Publique Territoriale,

Vu le décret n° 2018-101 du 16 février 2018 portant expérimentation d'une procédure de médiation préalable obligatoire en matière de litiges de la fonction publique et de litiges sociaux,

Vu l'arrêté interministériel du 2 mars 2018 relatif à l'expérimentation d'une procédure de médiation préalable obligatoire en matière de litiges de la fonction publique territoriale, et notamment en ce qu'il désigne le Gard comme circonscription départementale pour ladite expérimentation,

Vu la charte du médiateur en centre de gestion adoptée par le conseil d'administration du centre de gestion du Gard au terme d'une délibération en date du 2 mars 2018,

Considérant que le centre de gestion s'est vu confier par l'État, à sa demande, l'expérimentation dans le département du Gard de la médiation préalable obligatoire pour six catégories de litiges pouvant opposer un fonctionnaire territorial à son employeur, que le recours à cette procédure devrait désengorger les juridictions administratives, éviter la cristallisation des conflits et alléger les coûts pour les parties,

Considérant que les collectivités et établissements affiliés ou non affiliés au centre de gestion et intéressés par cette expérimentation concernant les litiges susceptibles de se produire avec leurs agents, doivent avoir impérativement conventionné avec le Centre de Gestion avant le 1er septembre 2018,

Considérant que la question a été présentée à la Commission moyens généraux du 20 juin 2018,

**Le Conseil municipal décide à l'unanimité :**

- d'approuver la convention ci-annexée par laquelle la collectivité s'engage à soumettre ses litiges relevant du décret du 16 février 2018 susvisé, à la procédure de médiation préalable obligatoire organisée par le Centre Départemental de Gestion du Gard,
- d'autoriser le Maire à signer cette convention, ainsi que tous documents y afférent;
- de prévoir les crédits nécessaires afin de rémunérer, en cas de litige relevant du cadre réglementaire de la médiation préalable obligatoire, la mission au tarif pour chaque prestation prévu à l'article 5 (tarif de la prestation fixé à 150 € pour une collectivité ou un établissement affilié).

Fait et délibéré à Bagnols-sur-Cèze, le 30 juin 2018

Pour copie conforme au registre,  
Bagnols-sur-Cèze, le 30 juin 2018

Le Maire  
Jean-Yves CHAPELET